JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne: Trois mois, 15 francs. La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

LE PRIX DES ABONNEMENTS EST PAYABLE D'AVANCE. - TOUT ABONNEMENT CONTINUE JUSQU'A RÉCEPTION D'AVIS CONTRAIRE.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

17, RUE NEUVE, 17

Directeur-Gérant: ALFRED REBOUX

Bureau à Tourcoing, RUÉ DES POUTRAINS, 42

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. - A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis. Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C", place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34 Bruxelles, à l'Office DE PUBLICITÉ.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

ROUBAIX, LE 14 JUILLET 1886

LES ÉLECTIONS EN ALSACE-LORRAINE

Les élections municipales qui ont eu lieu samedi et dimanche en Alsace-Lorraine out été, pour Strasbourg et surtout pour Metz, presque un désastre.

A Strasbourg, sur 36 conseillers à nommer, 32 ont été élus: 9 Allemands immigrés et 23 Alsaciens dont 10 protestataires, 5 autonomistes, 4 conservateurs et 4 candidats sans couleur politique. Parmi les Allemands élus se trouve M. Bach, administrateur prussien de la ville.

A Metz, sur 32 conseillers a nommer, 12 ont été élus, 12 Allemands, parmi lequels M. Halm, administrateur prussien de la ville.

Il y a donc quatre ballotages à Strasbourg et vingt ballotages à Metz. Dans cette dernière ville, les Français n'ont obtenu la majorité que dans une seule circonscription sur cinq. Toutes les autres ont donné une forte majorité aux Alle-

« Les électeurs immigrés, dit le Moniteur de la Moselle, se sont rendus au scrutin en phalanges serrées, disciplinés et votant comme un seul homme. On a été jusqu'à envoyer des voitures chercher les retardataires.

« Les électeurs indigènes, mis dans un complet désarroi par des listes erronées, lancées au dernier moment et sans que l'sn en connût la source, ont éparpillé leurs votes ou se sont abstenus. »

Voilà la cause première du déplorable résultat des élections. Mais ce résultat n'est pas moins dù aux malheureuses divisions de la population française.

Les uns ont commis l'injustice et la faute d'exclure de leur liste - la liste française - les conseillers sortants qui n'avaient pas donné leur démission à la suite des derniers incidents.

Les autres - les conseillers exclus ont commis le crime de se retourner par dépit du côté des Allemands qui les ont accueillis à bras ouverts.

Au scrutin de ballottage, les Français, espérons-le, sauront resserrer leurs rangs et regagner un peu du terrain qu'ils viennent de perdre. Il y va de l'avenir de Metz, cette ville si française menacée tout d'un coup, faute d'une sage tactique électorale, de se voir pour quatre ans un conseil municipal exclusivement composé d'Alle-

NOUVELLES DU JOUR

Le décret d'expulsion du duc d'Aumale l'aris, 14 juillet. — Le Journal officiel publie le décret suivant :

teor et survant:

Le président de la République française;

Vu l'article 2 de la loi du 23 juin 1886;

Vu la lettre de M. Henri d'Orleans, duc d'Aumale,

n date du 11 juillet 1886;

Vu la délibération du Conseil des ministres en date

Vu la us-va de ce jour; Sur la proposition du ministre de l'Intérieur; Décrete: Art. lev. — Le ferritoire de la République est et Art. lev. — Le ferritoire de la République est et Assesurera interdit à Henri d'Orléans, duc d'Aumale;

present décret.
Fait à Paris, le 13 juillet 1886. Signé: J. Gnévy.
Par le Président de la République,
Le Ministre de l'Intérieur: Sarrie

La statue de Diderot

Paris, 13 juillet.— Aujourd'hui a eu lieu, place St-German-des-Près, l'inauguration de la statue Diderot. Plusieurs discours ont été prononcès. Suiclde de deux députés

Un député au Reichsrath, M. Klima, (Tchèque) s'est tué d'un soup de pistolet à Lutschenitz, au moment où il a lait monter en chemin de fer pour Prague. Les motifs de cet acte de désespoir semiont de condamne financiers.

Prague. Les moti s' de cet acte de désespoir seraient des embarras financiers.

Nous lisons dans l'Indépendence roumaine.

M. Al. Radovici, de uté, a été trouvé agonisant, samedi demier, dans une chambre de l'Itôtel Dacis, à Giurgew. Le procureur visé a ouvert une enquête et a constaté que M. Radovici, a près s'être porté un coup de poignard dans la poitrine, s'est coupé les veines pour mourir plus vite.

Mais la mort ne venant pas assez tôt, le malheureu député s'est arraché les entrailles qui onteré trouvée en morceaux sur le parquei. Transporté à l'hôpital, M. Radovici est mort en route. Des lettres laissées par le défunt et adressées à MM. Epur saver, R. Stefa ucso, il résulte que M. Al. Radovici s'est turp par suite du mauvais état de ses affaires et pour c'enapper au renords d'avoir voté dernicrement des lois qui pesent l'ourdement sur le pays.

Un bateau dynamité

Un bateau dynamité

Portoferi aio, 13 juillet. — Le Cutter italien San Carlo, 2apitaine Parinotti, a sante à 8 milles de Monte Cristo et à 30 milles de l'île d'Elbe. Il Nan Carto, papitalne de Monte Cristo et à 30 milles de l'île d'Elbe. Il avait à bord trois tonnes de dynamite à destination de Carlofotte. L'équipage s'est sauve par micacle. Quelqu'un s'étant aperçu qu'un peu de formée sortait par true fissure du bâtiment, appinance et mateloits se jettrent dans un canot et s'éloignèrent à force de rauver, is Atzient à deux kilomètres de distance lo sque le bâtiment fit explosion.

La détonation a été si forte qu'elle a été entendue à l'île d'Elbe. Un botaniste qui herborisait dans l'île d'Elbe. Un botaniste qui personat de l'explosion. Quelques éclats du bâtiment sont tombés près du cano: où se trouvait l'équipage. Il paraît certain que la fumée provenait de l'inflammation de quelques amorces, produite probablement par la chaleur encessive. Le bâtiment était assuré. L'équipage a pu gagner l'île

de Monte-Cristo où il a été secouru par les doua

La choléra

Rome, 13 juillet. — Dans les dernières 24 heu-ris il y a eu : A Cadigoro, 11 cas cholériques et 2 dècès ; à Venise deux dècès provenant des cas prédeces; a venisa deux deces provenant des cas pro-cèdeuts; à Francavilla 73 cas, 26 décès dont) pro-venant des cas précèdeuts; à Latiano 33 cas, 12 dècès; à San-Vito, 17 cas, 4 dècès; à Erchie 20 cas, 5 dècès provenant des cas précèdents; à Mes-sagne, 2 cas; à Ostuni, un cas; à Oria, un decès. Une condamnation à mort

Paris, 14 juin. — La Cour d'assises de Versailles a condamné à mort Renard qui, le 9 juin, a tenté d'assassiner le nommé Colomb, dans un train de la ligne de Versailles.

M. Jules Malou

Entre tous les articles que la presse belge con-sacre à l'éminent homme d'Etat qui vient de mou-rir, celui du *Bion public* de Gand doit être cité tout entier :

rir, celui du Bien public de Gand doit être cue tout entier:

La Belgique perd en lui un citoyen éminent, un patriote dévoué, un homme d'Etat perspicace et prudent; le parti catholique, son chef expérimenté et l'un de ses défenseurs les plus habiles.

Nous n'avons pas à énumèrer ici les titres multiples de M. Jules Malou à la reconnaissance nationale. Ils sont cennus du pays entier.

Dieu l'avait admirabiement doué pour la vie publique. Jugement prompt et sûr, esprit vif, toujours armé pour la riposte, sang-froid imperturbable, éloquent, lucide et original : telles éta ent les qualités saillantes de cet homme supérieur qui, entréen 1841 dans la carrière parlementaire, n'a pas cessé, depuis cette époque, de figurer au premier rang des champions de la cause conservatrice.

Il joignaità tous ces dons une spirituelle bonhomie qui l'aidait à traverser les vicissitudes de la politique et le rendait invulnérable aux traits envenimés de la haine et de la perses, opinitarement désignés aux haines populaires, outragés et diffamés. Le libéralisme en avait fait sa bête noire et aux jours de « la spontanéité foudroyante,» il en eût volontiers fait un ôtage.

L'éminent homme d'Etat bravait avec un calme parfait cette impopularité d'ailleurs factice, méprisant à bon droit les armes de mauyais ajoi dont on

Deminent nomme deltat bravat avec un camparatic ette impopularité d'ailleurs factice, méprisant à ben droit les armes de mauvais aloi dont on se servait contre lui et trouvant dans le témoignage de sa conscience et dans le sentiment du devoir accompli une ample compensation à toutes les avanies dont il testit Union. dont il était l'objet. On se souvient du refrain dont le libéralisme avait

fait, il y a quelques années, son program ciel:

lait, il y a quelques années, son programme officiel:

A bas Malou!

C'est a Gand, pendant une manifestation électorale organisée en l'honneur de feu M. le comte Charles de Kerchove de Denterghem, que ce chant de guerre de nos gueux fut exécuté pour la première fois par l'Association libérale de Bruxelles, dirigée par son président, le F. . Van Humbeeck.

Bientôt cette belle mélodie eut fait son tour de Belgique, et l'on avait la gracieuse attention d'en régaler M. et Mme Malou, plusieurs fois par jour,

L'éminent ministre ne s'émut pas un seul instant de ce charivari et on le vit lui-même, à Lacken, exécuter au piano, à la demande de S. M. la Reine, l'opiniâtre refrain dont le poursuivait la haine libérale.

Il avait le même calme, la même placidité de bonne humeur en face des déchaînements de « spoatanéité foudroyante » dont il fut plus d'une fois l'objet. S'il s'affligeait parfois de cette invasion de la politique de grande voirie dans nos mours publiques, ce n'était ni pour lui, ni même pour la cause qu'il personnifiait au pouvoir, c'était pour le pays et pour le prestige de nos institutions nationales. Comme il le disait un jour à la Chambre des Représentants, « lorsqu'on a des pouvoirs réguliers à tous les decrés et des pouvoirs se nouvoirs à la crase des pouvoirs à la chambre des Représentants, « lorsqu'on a des pouvoirs réguliers à tous les decrés et des nouvoirs de pouvoirs de pouvoirs de se control de se pouvoirs de sur les pouvoirs de se comme de le disait un jour à la Chambre des Représentants, « lorsqu'on a des pouvoirs réguliers à tous les decrés et des nouvoirs de la comme de la pouvoir de se pouvoirs à la tous les decrés et des nouvoirs de la comme de la pouvoir de

nos institutions nationales. Comme il le disait un jour à la Chambre des Représentants, « lorsqu'on a des » pouvoirs réguliers à tous les degrés et des pouvoirs » délibérants, il est déplorable de voir à chaque instants, sans cause réelle, sans réclamations vis-à» vis des pouvoirs légaux, se traduire les opinions,
» les impressions et les passions par des manifestations dans la rue qu'en appellent d'autres. Si cette
» situation se répétait, si elle devénait chronique,
rappelons-nous bien que c'est la première phase de
» la décadence pour les nations libres, que nous scrions apnelés à parçourir. » rions appelés à parcourir. »

Peut-étre nous trompons-nous, mais il nous semble que, durant ces dernières années, les nombreux accrocs, donnés dans notre pays à la sincérité du règime représentatif, avaient fait penchen l'esprit si ferme et si droit de M. Malou vers une espèce de sespicisme raisonnée. Le char fort délabré de l'Etat — pour nous servir d'une métaphore aussi banale que célèbre- ne lui parafissait plusattéei qu'avec des ficelles et il en conclusit qu'il fallait le conduire doucement, au pae, en prenant des précautions extrêmes pour éviter les heurts et les cahots. C'est ce qui expli-que pourquoi il mettait, en 1878, à la veille des élec-tions qui devaient ramener le libéralisme au pouvoir, rte de conuetterie satisfaite à résume rière ministèrielle par ce mot de Sieyés : « Ce que que nous avons fait ?... Nous avons vécu ? »

A ce point de vue, ceux-là mêmes qui différaient d'appréciation avec lui, n'ont jamais cessé de rendre hommage à la droiture et à la sincérité de ses inten-

Il faut d'ailleurs avoir porté soi-même le poids du pouvoir pour savoir quelles responsabilités il impos et combien il est souvent difficile, dans les situation en apparence les plus fortes, d'empêcher un peu de

en apparence les pius lories, d'empecher un peu de mal et de faire un peu de bien. Ce qui n'a jamais faibli chez M. Malou, c'est le sen-timent chrétien des devoirs de la vie publique. Safoi, qui fut toujours profonde, semblait au contraire de-yenne plus vive au déclin de sa carrière. Elle l'aida à venue pus de la épreuves et les deuils dont est semée toute existence humaine ; elle l'aida surtout à faire à Dieu le sacrifice de deux enfants bien aimés appelés

à la vocation religieuse.
Rien n'égalait d'ailleurs la simplicité de la vie in-time de cet homme d'Etat, si étroitement mêlé au mouvement des grandes affaires et aux luttes de la

timé de cet nomine desa, si ctronement moie au mouvement des grandes affaires et aux luttes de la politique.

On aime à se le représenter à sa résidence champètre de Woluwe-Saint-Lambert, faisant de la menuiserie ou taillant les arbres de son jardin. Une de ses grandes jojes était le diner du dimanche qui réunissait à sa table ses petits-enfants. Du financier consommé, de l'habile miaistre d'Etat, il ne restait plus alors que le patriarche chrétien..

C'est dans ce milieu tranquille que M. Jules Malqu s'est éteint doucement dimanche après-midi, au milieu des larmes et des prières des siens, et conduit jusqu'au seuil de l'Eternité par cette Eglise qu'il avait tant de fois et si bien défendue sur la terre.

Ses adversaires, naguère encore si amères et si injustes, ne peuvent lui refuser aujourd'hui le témoignage de jeur estime; quant a nous, compagnons de de ses luttes, nous devons le secours de la charité fraterpelle et nous avons la confance que de la charité fraterpelle et nous avons la confance que de bien des presbytères, de bien des maisons religieuses, de bien des cours chrétiens s'exhaleront aujourd'hui de ferveutes prières pour l'âmé de 191 M. Jules-Edouard-Xavier Malou.

LE CONGRÈS A PARIS

des industriels et négociants

La deuxième séance publique a cu lieu hier après-midi au Trocadero sous la présidence de M. Chessé, vice président de la ligue des intérêts fran-Chessè, vice président de la ligue des intérêts fran-çais. Diverses questions présentées par les com-missions sont soumises à l'appréciation du con-grès. Après M. Thibeaudeau qui lit le rapport de la l're commission, M. Douzel examine la question des brevets, marques de fabrique, noms commer-ciaux, constefaçous, traites de commerce, etc. Il propose la dénonciation de la convention interna-tionale de 1883 pour la protection de la pripriété industrielle, qu'il considère comme nuisible aux intérêts francais. intérêts français.

intérêts français.

M. Dupont propose que la future conférence de révision de la propriété industrielle qui aura lieu à Madrid admette la division de l'anion en sections correspondant aux diverses branches de la propriété industrielle. Sur la proposition de M. Mach, la question est renvoyée à la commission.

M. Ch. Limousin développe un vœu tendant:

1. à ce que le conseil supérieur ne soit pas un simple conseil du commerce et de l'industrie, mais soit le conseil du commerce. de l'industrie et de

soit le conseil du commerce, de l'industrie et de l'agricuiture; 2- à ce que le conseil supérieur soit composé exclusivement de membres élus, à l'ex-clusion des membres de la droite; 3- à ce que les membres de ce conseil soient élus par les collègues industriels et la Chambre de commerce.

M. Thibeaudeau soumet le texte d'une pétition soumise le 10 juin à M.le président de la Chambre des députés et demandant l'adoption de l'article unique d'un projet de loi ordonnant la nomination d'une commission extra-parlemeutaire composée de quarante membres par les soins de M. le mi-nistre du commerce, à l'effet de rédiger un projet de code industriel organisant le crédit mobilier e codifiant toutes les lois antérieures ayant trait au travail, aux travailleurs et aux transports. Ce vœu est renvoyé à la commission.

M. Agostini lit un rapport au nom de la 2e com-

nission et M. de Marsy développe un projet d'or-ganisation des expositions flottaules pour les-quelles l'amiral Aube a accordé le transport la Sarthe!

Diverses autres questions techniques sont sou mises au congrès qui se sépare après a poir décidé que les affaires reservées seraient étulitées plus spécialement par des commissions établies en per-manence, en attendant le prochain congrès.

L'ORGANISATION

du service téléphonique

D'après le projet de M. Granet, les réseaux téléphoniques en France appartiendrent à l'Etat et l'exploitation en sera confiée, sous le contrôle et la surveillance de l'Etat, à une société fermière qui sera tenue de fournir gratuitement un appareil téléphonique à toutes les communes de France non dotées d'un bureau télégraphique.

En ce moment, tous les chefs lieux de canton et un grand nombre de bourgs importants possèdent un bureau télégraphique. Ce bureau dessert ordinairement quatre on cing communes, dans lesquelles les dépêches sont portées par des exprès qui reçoivent 50 centimes par kilomètre de distance. Il en résulte de grandes pertes de temps et une exagération des prix qui font préférer, dans bien des cas, la poste ordinaire au télégraphe.

Par le projet nouveau, toutes les communes qui en feront la demande pourront être reliées directement par une ligne téléphonique spéciale à leur chef-lieu de canton ou au bu-

reau télégraphique le plus voisin. De telle sorte qu'une dépêche partant d'un point quelconque de la France et destinée à la commune reliée arrivera par le télégraphe ordinaire au bureau télégraphique correspondant; et, de ce bureau, la dépêche sera transmise par le téléphone à la commune

Réciproquement une dépêche partant de la commune reliée sera d'abord transmise par téléphone au bureau télégraphique correspondant, qui lui fera alors suivre le fil télégraphique ordinaire.

Dans les deux cas, il y aura une très-grande économie de temps, et le public n'anra au-cune espèce de supplément à payer.

Voilà l'avantage des commun Une organisation rapide de la télégraphie à à l'aide de la téléphonie, et, chose excellente, sans qu'il en coûte un centime à l'Etat.

Les communes qui voudront ainsi être reliées au réseau télégraphique général n'auront à leur charge que la dépense d'installa-tion du fil, calculée à raison de 100 fr. par kilomètre. Pour les grandes villes, le projet de M.

Granet permettra d'utiliser la nuit les bureaux téléphoniques comme bureaux télégraphiques sans augmentation de prix pour le public. Mais à ces améliorations viennent s'en ajon-

ter d'autres qui ont aussi leur importance. D'abord, nous citerons la réduction du prix d'abonnement téléphonique, qui tombera de 600 fr. à 400 fr. à Paris, et de 400 fr. à 300 fr. en province. Ces tarifs seront ultérieurement réduits, quand les bénéfices de la société atteindront un chiffre déterminé. Les lignes ins-tallées pour le service de l'Etat bénéficieront, sur ces prix, d'une réduction de 50 010, et les lignes pour les services municipaux ou départementaux d'une réduction de 25 010.

En outre, la société fermière sera tenue par son cahier des charges de créer un réseau te léphonique dans toutes les villes de France qui réuniront trente demandes. Si la société fermière réalise un bénéfice supérieur à 60 010 du capital engagé, l'Etat entrera en partage du surplus des bénéfices dans la proportion de 25 010.

La société s'obligeant à amortir son capitalactions de 25 millions pendant la période de sa concession, l'Etat, qui sera dès à présent propriétaire des réseaux construits à l'aide de e capital, entrera à la fin de cette période en ouissance des produits de tous ces réseaux

ans avoir un centime à débourser. L'Etat s'est réseryé sur la société fermière tous les droits de contrôle et de surveillance. Un contrôleur général des téléphones français sera nommé, sur la proposition du ministre des postes et télégraphes, par décret présiden-

téléphoniques départementaux se feront par des agents supérieurs appartenant au minis-

tère des postes et télégraphes. L'Etat se réserve de plus le droit d'agréer la nomination de tous les chefs du bureau téléphonique de la société fermière. Une commission des comptes, nommée par

le gouvernement, vérifiera tous les comptes de l'exploitation, les dépenses de contrôle et de surveillance restant exclusivement à la charge de la société fermière. La construction et l'installation de tous les

réseaux téléphoniques seront faites aux frais de la société fermière par les agents de l'Eat, vec un matériel contrôlé et agrée par lui. En outre, l'Etat s'est réservé les deux points

1. Facultéde rachat, au bout des dix premières années, du droit d'exploitation, moyennant une indemnité fixée à dire d'expert;

2º En cas de guerre, de troubles ou de cas de force majeure quelconque, droit de sus-pendre — comme pour le service télégraphi-que — le service téléphonique, sans être tenu our cela à aucune espèce d'indemnité euvers a société fermière ou les abonnés,

L'Etat n'assure aucune espèce de subven-tion à la société fermière, ou de garantie d'intérêt aux actions ou aux obligations de la so-

HISTOIRES D'AUJOURD'HUI

Depuisque M. Wilson a été impunément onvaincu, à deux reprises, d'avoir fait imposer aux contributions directes les fournires de ses imprimeries, il ne parait pas avoir abandonné ses procédés, et surtout l'usage du cachet présidentiel qui lui assure la franchise postale. Son beau-père lui aura--il tenu ce propos :

Dispose de ma griffe et sois en assurance : Envers et contre tous je te protégerai.

M. Wilson profiterait de sa quasi-immanité de gendre élyséen pour reprendre l'exer-cice fructueux de son ancienne industrie, si l'on en croit l'*Union républicaine du Jura*,

Il vient d'être recommandé, au moins dans ce Il vient a etre recommance, au mons aans cer-tuins départements, à MM. les perceptaurs, de ne s'approvisionner désormais d'imprimés que chez l'im-primeur du Petit Bourguignon, et, singulière coip-cidence, il se trouve que ce journalest, lui aussi, sous la direction, d'aucuns ont affirmé est la propriété de M. Wilson.

M. Wison.

Comme il y a en France environ 6.000 percepteurs achetant, année moyenne, chacun pour 200 francs d'imprimés, et 330 chefs de service qui en usent vingt fois plus, c'est une affaire de plusieurs millions.

Ce n'est pas tout encore. Les préfets, ou du moins certains préfets, ont été écemment engagés, – je me sers d'un euphémisme— se pourvoir des imprimés nécessaires à leur admi-istration auprès du même imprimeur du Petit Bour-

L'Universajoute :

On reconnait là l'homme qui distribue sans vergogne, pour son journal la Petite France, des bulietins d'abonnement en échange des faveurs qu'il promet, sans ometire d'employer dans sa correspondance personnelle des enveloppes portant imprimées en encre rouge le cachet de la poste et les mots de Président de la République.

Le Journal du Loiret le constate à nouveau par en rèces à l'ensuré senvieit en le le call le treus un fait

Le Journal du Loiret le constate à nouveau par des pièces à l'appui et souhaite qu'il se trouve un dé-puté pour demander à M. Granet, ministre des postes, s'il est décidé à tolèrer, comme jadis M. Cochery, les abus de confiance postale que M. Wilson commet à l'Elysée.

Elysée.
Cela pourrait géner M. Granet, à qui l'on reproche galemeut d'avoir concédé, sans adjudication, le serégalemeut d'avoir concédé, sans adjudication, vice téléphonique à une société dont M. Wils

L'HYPNOTISME OBLIGATOIRE

Nos lecteurs savent combien les phénomène remarquables provoqués par ce qu'on appelle au-jourd'hui l'hypnotis-ne sont encore peu défluis; ce qui est acquis absolument, par exemple, c'est que personne n'est obligé de se laisser hypnotiser, mais que ceux ou celles qui se sont livrés à un opérateur d'viennent, par l'entrainement, très aptes à subir les différents phénomènes que peut provoquer, non seulement le premier opérateur, resistence les avections de la constitution de la constitucion de la constitution de la constitucion de la constituti mais tous les praticiens qui s'occupent de cette

Si l'on croit nécessaire, pour des raisons de santé Si l'on croit nécessaire, pour des raisons de sante, de s'abandonner à ces pratiques, on ne doit le faire qu'aux mains de personnes qui, par leurâge, leur science, leur moralité, offrent les garanties les plus sérieuses. Le faire dans un simple but de curiosité est absolument imprudent non seulement au point de vue moral, mais aussi au point de vue physique.

Les parents doivent donc s'opposer énergique-ment à toutes expériences de ce genre sur leurs enfants, et nous ajouterons sur eux-mêmes. Dans ces conditions, que perser de ce fait, que

rapporte l'Univers ? La loi de 1882 est déjà en elle-môme un empiè-tement direct sur la famille; mais elle prend cha-que jour une extension qui en aggrave encore le caractère. Des faits monstrueux sont signalés, qui ne sont qu'une suite de cette loi. En voici de tout récents. A Châlons, des séances d'hypnotisme ont eu lieu ces jours derniers. On sait que sous l'empire d'influences mal définies encore, les sujets de ces expérimentations magnétiques passent par des états on se manifestent de singuliers désordres or-ganiques et d'étranges perversions mentales. Par

suite d'un certain engouement naturel pour le merveilleux, ces expérieuces s'étaient tellement multipliées en ces derniers temps à Milan, que les autorités ont dû les interdire à cause des inconvé-nients qui en résultaient pour la santé publique, La mode s'y est mise aussi à Châlons. Chez nous l'autorité municipale n'a peut-être pas à s'en mê-

let'; mais ce qui est abusif, c'est qu'on ait été choisir dans une école les sujets les plus propres aux phénomènes d'hypnotisme, c'est qu'on les ait donnés en spectacle au publie, c'est qu'on les ait fait tomber un de ces enfants en catalepsie, sans que les parents aient su de quoi il s'agissait, sans qu'ils aient été prévenus des conséquences de ces

expérimentations.

Les enfants des écoles appartiennent-ils donc à la curiosité publique? Les maîtres et les fonc-tionnaires préposés à l'enseignement ont-ils donc le droit de profiter de l'obligation scolaire pour livrer les jeunes serfs de l'école aux essais d'expé-rimentateurs ou de charlatans de passage, et les soumettre, sans respect pour leur âge, sans souci de leur santé, sans égards pour les droits des pa-rents à des exhibitions inconvenantes à des prarents, à des exhibitions inconvenantes, à des pra-

SENAT

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL)

Séance du mardi 13 juillet Présidence de M. LE ROYER président Apres des observations de M. Xavier Blanc, le Sénat dopte le projet concernant les quatre contributions.

La lettre du duc d'Aumale

La lettre du duc d'Aumale

M. Tolain demande, au nom d'un certain nombre de ses amis, des explications au gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre vis-à-vis du duc d'Aumale, sans attacher pourtant, dit-il, à la lettre qu'il a écrite au gouvernement pius d'importance qu'elle ne mérite.

M. Goblet répond que, par décret pris ce matin en conseil des ministres, le territoire de la République a été interdit à la personde qui a écrit la lettre. (Applaudissements à gauche.)

M. Tolain remercie le gouvernement.

M. Chesmelong demande la parole.

M. Le president fait remarquer que seul celui qui a pose la question peut y répondre,

M. Chesmelong declare transformer la question en interpellation immédiale.

M. Goblet répond qu'il ne peut accepter d'interpellation sans en réfèrer à ses collègues. Du reste ce n'est pas à lui, mais au ministre de l'intérieur de répondre. Il s'est borné tout à l'heure à donner un simple renseignement à M. Tolain.

M. Chesmelong réplique que le ministre :a assisté aux délibérations du conseil sur cette question, qu'il a pris dans cette affaire une part de responsabilité, il est donc rationnel qu'il accepte son interpellation.

Il convient que la protestation du parti conserva-

ion.
Il convient que la protestation du parti conserva eur soit entendu. Il ne saura garder le silence levant une aussi grave mesure prise par le gouver

nement. M. Chesnelong insiste pour la discussion immé diate et ajoute :

al. Cheshestong histse pour la discussion limited adjount:

«Sion me contraint au silence, ce silence forcé
» sera une protestation contre une mesure qui a
» commence par la confiscation des grades et qui finit par la proscription des personnes. »

M. le Président rappelle M. Chesnelong à l'ordre
et décide que ces paroles ne seront pas inserées an
procès-verbal.

L'incident est close.

nt est clos. Crédit pour écoles primaires

ordre du jour appelle la discussion de la proposi-de loi ayant pour objet d'ouvrir au ministre de truction publique un crédit supplémentaire de 500 fr. pour création d'écoles primaires. 337.500 fr. pour création d'écoles primaires.

M. de Kavignan s'étonne de l'insuffisance des fonds prévus au budget de 1886. Il pense qu'elle tient au grand nombre de laicisations operées. Il en résulte une augmentation de dépenses considérable. Il cite l'exemple 4e Dax, où l'école communale a été l'aicisée et ne compte plus que 12 élèves au lieu de 390 qu'elle avait auparavant.

La poposition est adoptée par 189 voix contre 50.

L'élection de M. Sébline

L'élection de l'Aisne, conformément aux conclu-ons du rapport, est validée. Questions diverses

Le projet de création d'une médaille pour les trou-pes de Madagascar est adopté. Le Sénat adopte un projet autorisant la ville de Nantes à emprunter trois millions pour la construc-tion d'un lucée de gross me ion d'un lycée de garçons.

Le projet de loi relatif à la création d'un quatrième égiment de spahis est adopté.

L'emprunt d'Armentières Le Sénat adopte le projet de loi autorisant la ville 'Armentières à contracter un emprunt. La séance est levée.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL)

Séance du mardi 13 juillet Présidence de M. FLOQUET, président. Les promotions des médecins de la marine

M. Georges Roche questionne le gouvernement sur les oublis relevés dans les promotions des médecins de la marine par ancienneté; il demande en plus s'il est vrai qu'un simple commis du ministère de la marine ait été nomme d'emblée commis principal de première classe au détriment des autres employés.

L'Amiral Aube répond qu'il ne pourra s'expliquer sur cette dérnière question que quand il sera complétement renseigné.

Les promotions du corps de santé se font suivant l'ordre du tableau d'avancement. La sollicitude de M. Roche, ne dépassera pas la justice du ministère de la marine.

M. Roche regrette que le ministre semble ignorer es qui se passe dans son ministère.

L'incident est clos.

Le traité de navigation franco-italien
L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur
le traité de navigation franco-italien.

M. Faure ancien sous-secrétaire d'état de la marine, critique le projet comme préjudiciable aux intérêts français, et notamment à nos pécheurs de corail.

Il demande de nouvelles négociations et la prorogation du projet actuel.

Le renvoi du projet à la commission, demandé par
M. Faure, est repoussé par 285 voix contre 251, sur
536 votants.

h. Faure, est reputato par la company de l'article rela-536 votants. La Chambre passe à la discussion de l'article rela-tit à la pêche du corail comme nuisible aux intérêts du Trésor. Les articles I et 2 du projet sont adoptés sans scrutin; I'ensemble du projet est repoussé par 263 voix contre 252, après pointage.

LES PRINCES

M. Keller demande à interpller le gouvernement sur les mesures prises à l'égard des princes concer-nant la loi qui règle la situation des officiers. Il de-mande que la discussion ait lieu jeudi; plusieurs voix demandent qu'elle ait lieu de suite. L'interpellation est rețivea. (Applaudissements iro-niques à gaucha).

LE GUET-APENS D'ARMENTIÈRES

Discours de M, de Onesaguac M. de Cassagnae pose une question au gouver-gement au sujet des évènements d'Armentières. Il raconte les faits qui se sont passés dimanche dans cette ville. « J'ai failli ètre assassiné, dit-il... » (Inter-

Voix à gauche: Si vous euex reste unex vous es-ne serait pas arrivé.

M. de Cassagnac demande al les ministres ont seuls le droit de voyager et de se faire payer des punchs aux frais des contribuables. « Rien, dit-il, ne nous empêchera d'aller montrer à ces populations que les républicains les trompent et les font mourir de faim, les ouvriers de la ville comme les ouvriers

de laim, les ouvriers de la villé comme les ouvriers de la campagne.»

M. de Cassagnac demande si le gouvernement veut se faire le complice des assassins, s'il est incapable de proteger les citoyens qu'i usent de leurs droits et si enfin les citoyens doivent se déendre eux-mèmes le revolver en main. (Applaudissements à droite).

M. Sarrien, ministre de l'intérieur, déclare qu'il va rectifier les faits.

Un incident

M. Gasconi. — Ce n'est pas la peine.

M. de Cassagnac. — Qui a dit cela?

M. Gasconi. — C'est moi. (Applaudis

M. Gasconi. — Cest into (applications) aganche).

M. de Cassagnac charge immédiatement MM. Roulleau-Dugage et Blin dejBourdeau d'aller demander raison à M. Gasconi. Ceux-ci se dirigent vers M. Gasgoni, mais la gauche se lève en protestant.

M. Floquet les invite à regagner leur place. (Applaudissements à gauche, bruyantes exclamations à droite).

Réponse de M. Sarrien

Réponse de M. Sarrien

M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien
M. Sarrien

Procesations a gaucney.

Je vous opposerat tout à l'heure le témoignage de
vos propres amis.

Le ministre ajoute que des rixes avaient eu fieu
avant la réunion. La police avait rétabil l'ordre. M.
de Cassagnac a pu arriver en toute sécurité à la salle
de réunion où 7 à 8,000 personnes se trouvaient. 5 à
6,000 personnes étaient dans les rues où il y avait
danger de collision.

Des mesures de précautions furent prises d'accord
avec le préfet et le maire d'Armentières.

L'ordre fut blen donné de sortir deux, par deux, mais
c'était dans l'intérêt même des membres de la réunion.

Tontefois, ayant trouvé cet ordre exagéré, on prescrivit aux assistants de sortir seulement par petits
groupes. Quant à l'exécution des ordres, le ministre
déclare que la police a fait son devoir et le journal de
M. des Rotours, le Nouvelliste, reconnaît que la gendarmérie a été au-dessus de tout éloge.

M. Sarrien termine en disant que le gouvernement
maintiendra l'ordre contre les anarchistes de droite
et de gauche.

Réplique de M. de Cassaguac

Réplique de M. de Cassaguae

M. de Cassagnac dit qu'il. ne se joindra pas aux maigres applaudissements de la Chambre. Il s'étonne que le ministre lui oppose les affirmations du préfe et du commissaire de police à celles des députés. (Protestations à gauche; applaudissements à droite.) M. de Cassagnac dit au ministre qu'on avait envoye la gendarmerie pour constater un délit et non pour constater un assassinat. (Applaudissements à droite). On savait qu'il y aurait des désordres. Un journal républicain l'avait annoncé.

Lin guet-apens nous a été tondu.

républicain l'avait annoncé.

Lu guet-apens nous a été tendu.

M. de Cassagnac déclare qu'il maintiendra son droit de tenir des réunions en province.

M. Basly.— Vous n'avez pas osé faire une réunion publioue.

M. Basiy. — Vous n'avez pas soé faire une réunion publique.

M. Paul de Cassagnac. — Vous regrettez que je n'ai pas eu le sort de M. Watrin. C'est pour cela que nous n'avons pas voulu recevoir toute espèce de gens dans notre réunion.

Il termine en disant qu'il y a peut-être des ministres, mais qu'il n'y a plus de gouvernement (Applaudissements à droite).

M. Clovis Hugues reproche aux conservateurs d'avoir fait tendre le plus abominable des pièges à Gambetta par leurs gendarmes à Cavellac. (Applaudissements à gauche.)

Sur l'interruption de M. de Cassagnac, M. C. Hugues fait l'éloge de Gambetta, ec qui provoque les applaudissements répités de la gauche.

Puis il ajoute:

Après le seize-mai Gambetta vous a couverts en déclarant que vous ne méritiez que l'amnistie du dédain. »

L'incident est clos.

Reprise de l'interpellation Keller

sur les princes Discours do M. Kelle

M. Keller M. Keller M. Keller M. Keller présente de nouveau son interpellation sur l'expulsion des princes (Cris: à un mois !)
M. de Cassagnac. — Est-ce que vous avez peur de la discussion?
M. Floquet. — Personne n'a peur ici, pas même de vous. (Applaudissements).
M. de Cassaguac. — On nous provoque.
M. Floquet. — Puisque vous parlez de provocation, fil est temps que vous cessiez les vôtres; vous vous adressez à la Chambre en lui disant qu'elle a peur, jevous répète: personne ici n'a peur, pas même de vous. Jvifs applaudissements).
Le renvoi à un mois est repoussé par 28 veix contre 34.

La discussion immédiate est ardonnée. M. Keller rappelle en quelques mots l'expulsion des princes.

M. de Baudry d'Asson: C'est une canaillerie républicaine. M. de Baudry d'Asson est rappelé à

républicaine. M. de Baudry d'Asson est rappelé à l'ordre.

M. Keller lit la lettre de protestation du duc d'Aumaie. Il démontre que sa radiation des cadres est tilégale, qu'elle est contraire aux réglements militaires et non autorisée par la loi d'expulsion qui dit que les princes ne pourront pas entrer daus l'armée mais ne dit pas que les princes actuellement officiers seront rayés. (Applaudissements à droite).

M. Clémenceau demande si leur avancement est conforme à la loi de 1834. (Applaudissements à gauche.)

M. Keller loue le duc d'Aumale; il dit que per-conne n'a cubilé la façen dont il a commandé à Be-

sonne n'a oublié la façen dont il a commanue a sesançon.

M. Viette. — Non, personne ne l'a oublié.

M. Viette veut continuer à parler; il est integrompu et rappelé à l'ordre.

Il demande la parole au sujet du rappel à l'ordre.

M. Kellan. — Le nom du duc d'Aumale est resté
gravé dans le cœur de nos soldats.

M. de Douville-Maillefeu. — Et dans celui des
panvres de Chantilly qu'il fit condamner.

M. Keller termine en diaante que la radiation du
duc d'Aumale est une insulte à l'armée. (Applaudissements à droite).

M. Keller dapase un ordre du jour blâmant la mesure prisa.

Réponse du général Boulanger

M. le général Boulanger répond qu'un officier est bien proprietaire de sou grade, mais à la condition qu'il soit obtenu conformément à la loi. (Applandissaments à gauche).

M. de Larochefoucauld: C'est le duc d'Aumale qui a nommé M. Boulanger, général.

M. le général Boulenger déclare qu'il n'a été pour rien dans sa nomination. On n'est nommé officier qu'après avoir passé soit par les écoles soit par les ranga de l'armée.